

Je dois rappeler à la députée que, à notre avis, l'exonération des gains en capital et les avantages accordés au milieu des affaires constituent des mesures propres à encourager l'investissement dans les entreprises. L'impôt sur les gains en capital, auquel la députée s'oppose farouchement, est une mesure qui encourage l'investissement et la prise de risques. Notre parti et notre gouvernement continueront d'appuyer ces mesures.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): J'ai une question supplémentaire à poser, monsieur le Président.

De toute évidence, le gouvernement n'était pas prêt à faire des choix pour créer des emplois. Il a préféré opter pour le maintien des échappatoires fiscales qui profitent aux riches.

[Français]

Monsieur le Président, le principal allègement fiscal contenu dans le Budget va donner six fois plus d'argent aux gens qui gagnent 100 000 \$ par an qu'à ceux qui ne gagnent que 30 000 \$. Pourquoi imposer une mesure fiscale qui ne sert qu'à enrichir les riches? Est-ce là une mesure fiscale juste et équitable?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, si la députée prenait connaissance du budget, elle saurait qu'environ 500 000 nouveaux emplois seront créés d'ici la fin de l'année. Au cours de la période de 1984-1988, les néo-démocrates ont ri lorsque nous avons dit que nous allions créer un million de nouveaux emplois. Nous en avons créé 1,5 million et nous le ferons encore une fois. Nous le ferons comme il faut, et non pas en alourdissant le fardeau de l'impôt et du déficit.

• (1430)

Dans ce budget, nous comprimons les dépenses, les impôts et le déficit. Nous allons établir un climat favorable à l'investissement et à la création d'emplois, non seulement pour aujourd'hui mais également, bien sûr, pour l'avenir.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, je voudrais rappeler une des promesses que ce gouvernement a faites à maintes occasions. Le ministre, aujourd'hui, a fait une autre promesse aux chômeurs, alors que ce que ceux-ci voudraient, c'est qu'il fasse quelque chose qui crée des emplois.

Aujourd'hui, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social aurait déclaré: «J'ai le privilège aujourd'hui, à propos du programme de garderies, comme je l'ai été pour beaucoup d'autres choses comme VIA Rail, d'être l'exécuteur des hautes oeuvres.»

Questions orales

Ma question s'adresse au premier ministre. Son parti avait promis lors des dernières élections un programme national de garderies. Rien dans le budget n'indique que le programme est supprimé. Est-ce que le premier ministre osera prendre la parole et dire que sa promesse de programme national de garderies ne tient plus?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord m'excuser pour deux mots que j'ai utilisés ce matin.

Parfois, lorsque j'utilise l'anglais, ma deuxième langue, je fais des erreurs, et c'est ce qui m'est arrivé. Bien sûr, le mot «privilège», en français, peut signifier que c'est une obligation, et c'est ainsi que je le prenais. Quand au mot «exécuteur», il est bien certain que je n'ai jamais exécuté personne et que je ne tuerais rien non plus. Voilà ce que j'ai voulu dire.

Deuxièmement, en ce qui concerne les garderies, en tant que gouvernement nous avons un choix. En tant que ministre j'avais le choix entre mettre en oeuvre le programme de garderies ou m'attaquer au grave problème de la pauvreté chez les enfants, qui a été soulevé par la députée et par de nombreux autres à la Chambre des communes.

Tout cela est dans le plan d'action que nous allons déposer plus tard ce mois-ci et qui touchera tous les problèmes auxquels les enfants de notre société font face: les sévices, la violence, etc.

Dans les discussions que j'ai eues avec eux, les Canadiens m'ont toujours dit qu'au lieu de persister à vouloir un programme de garderies il serait préférable, vu les ressources dont nous disposons, que nous nous occupions des enfants à risque et de ceux vivant dans la pauvreté. C'est ce qu'a mentionné le ministre des Finances hier et c'est ce que j'ai l'intention de faire.

Je ne dis pas qu'un programme de garderies n'est pas important. C'est l'une des plus importantes questions pour les enfants, mais nous avons à nous occuper d'abord des enfants victimes de violence, de sévices sexuels, etc. Nous devons aider ces pauvres enfants comme nous l'avons dit hier.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je trouve que l'explication fournie par le ministre sonne un peu faux.

Au cours de la même entrevue, il a déclaré que selon les sondages, les Canadiens se préoccupaient davantage des enfants vivant dans la pauvreté que des enfants dont la santé mentale et physique était menacée par la violence familiale et les sévices sexuels.